

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Ville de Salaberry-de-Valleyfield est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste :

QUE la Ville de Salaberry-de-Valleyfield soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Programme des célébrations et commémorations, relativement au versement d'une aide financière pour la réalisation du projet intitulé Mise en valeur du colonel Salaberry et guerre de 1812, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58789

Gouvernement du Québec

Décret 1223-2012, 19 décembre 2012

CONCERNANT une autorisation à la Municipalité de Lacolle de conclure avec le gouvernement du Canada une entente de modification à l'accord de contribution relativement au versement d'une aide financière dans le cadre du Programme des célébrations et commémorations

ATTENDU QUE la Municipalité de Lacolle a l'intention de conclure avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Programme des célébrations et commémorations, une entente de modification à l'accord de contribution relativement au versement d'une aide financière pour la réalisation du projet intitulé Fêtes commémoratives 1812-2012 de la rivière Lacolle : 200 ans de paix;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Municipalité de Lacolle est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Gouvernance souverainiste :

QUE la Municipalité de Lacolle soit autorisée à conclure avec le gouvernement du Canada, dans le cadre du Programme des célébrations et commémorations, une entente de modification à l'accord de contribution relativement au versement d'une aide financière pour la réalisation du projet intitulé Fêtes commémoratives 1812-2012 de la rivière Lacolle : 200 ans de paix, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

58790

Gouvernement du Québec

Décret 1225-2012, 19 décembre 2012

CONCERNANT l'approbation de l'Amendement à l'Entente pour l'adhésion de la province de Terre-Neuve-et-Labrador au Plan national de commercialisation du lait et à l'Entente globale sur la mise en commun des revenus du lait et l'autorisation à la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et la Fédération des producteurs de lait du Québec de conclure cet amendement

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et l'office de producteurs, désigné sous le nom de Fédération des producteurs de lait du Québec, sont signataires du Plan national de commercialisation du lait approuvé par le décret n^o 1508-83 du 2 août 1983, de l'Entente globale sur la mise en commun des revenus du lait de 2003 approuvée par le décret n^o 1051-2004 du 9 novembre 2004, ainsi que